



## Question 2 :

**Les agricultures familiales peuvent elles offrir un emploi aux jeunes actifs ruraux ?**

### Synthèse des contributions

**Note préliminaire:** La synthèse ci-dessous est directement issue des débats du forum, elle ne tient compte que des avis et point de vue présentés par les contributeurs. Ainsi, elle ne reflète pas la multiplicité des points de vue qui existent sur la question.

#### Cadrage

*Le monde compte 2,5 milliards d'agriculteurs, ce qui représente 41% de la population mondiale. Cette part de la population agricole est très différente d'une région du monde à l'autre: 59% en Afrique subsaharienne, 55% en Asie et 3% dans les pays industrialisés. Les surfaces moyennes exploitées par agriculteur sont également très hétérogènes: 42 ha dans les pays industrialisés, 1 ha en Asie et 5 ha en Afrique subsaharienne (données FAO).*

*Face à ces chiffres :*

*\* Faut-il passer par une augmentation des surfaces des exploitations agricoles pour arriver à une production globale plus importante?*

*\* Ou bien faut-il passer par une augmentation de la productivité individuelle? En d'autres termes, l'augmentation des actifs agricoles ne peut-elle pas entraîner elle-même une hausse de la production?*

*Dans les deux cas, à quelles conditions peut se faire la hausse de production (formation, investissement, mécanisation...)?*

*Si une partie de la main d'œuvre est libérée, comment garder un équilibre harmonieux des territoires? Des activités d'approvisionnement en intrants, de transformation et de petit commerce local devraient permettre d'offrir des emplois à la main d'œuvre disponible. Une telle hypothèse est-elle réaliste? A quelles conditions en matière de politiques publiques et d'investissements peut-elle se réaliser?*

*Autrement dit, comment augmenter le revenu des ménages agricoles tout en stabilisant les populations en milieu rural? La pluriactivité peut-elle offrir des solutions? Y compris dans des activités hors des filières agricoles telles que l'enseignement, le petit commerce, l'artisanat, le crédit...?*

*Toutefois, tout le monde ne partage pas l'avis selon lequel l'exode rural est négatif: la création d'activités industrielles en milieu urbain peut générer du pouvoir d'achat et des besoins solvables en produits agricoles. Certaines situations de développement accéléré dans les pays émergents illustrent bien ce point de vue; c'est le cas de la Chine, où existent des pôles industriels et urbains ayant un pouvoir d'attraction de main d'œuvre considérable. Face à des situations de ce type, comment les pouvoirs publics peuvent-ils raisonner des politiques d'accompagnement, comme par exemple des systèmes de formation ou de protection sociale?*

Les débats au cours des six semaines ont été riches et souvent transversaux avec d'autres questions, mais nous avons fait le choix pour la synthèse thématique de nous concentrer sur les trois questions de l'interview. En particulier, la question 2 est posée dans un contexte qui met en avant la nécessité d'augmenter la production pour faire face à une demande croissante. Un débat sur l'expression « agriculture familiale » a également eu lieu : tous les contributeurs prônent un « modèle d'exploitation familiale » sauf Bertrand DEGHILAGE qui pense que l'avenir de l'agriculture est dans la gestion groupée des exploitations, avec du capital mais pas forcément « familiales ». Pour Jean-Marc BOUSSARD, il y a eu une confusion au cours des débats entre « emploi de capital » et « grandes firmes ». D'après lui, « les exploitations françaises sont hautement « capitalistiques » (en tout cas par comparaison avec celles africaines) et cependant, en très vaste majorité, « familiales ». »

## 1. L'augmentation de la productivité est compatible avec le maintien d'un réseau dense d'exploitations familiales qui contribuerait à stabiliser l'emploi des jeunes actifs en zone rurale

Dans son interview, Henri ROUILLE D'ORFEUIL cadre le débat : « Tout dépend de quelle productivité on parle et du contexte dans lequel l'exploitation se situe. » En effet, on considère généralement la productivité du travail ou du capital, comme dans les autres activités. Mais pour l'agriculture celle du foncier joue un rôle majeur. Autre caractéristique de l'agriculture : « il n'y a pas de contraintes d'échelle [...]. Toutes les exploitations, quelles que soient leur dimension et leurs orientations sont en mesure de produire. Les politiques agricoles à conduire privilégieront les petites, les moyennes ou les grandes exploitations, selon la rareté des facteurs de production et les priorités sociales fixées » indique-t-il.

### 1.1. la modernisation diminue les besoins en main d'œuvre agricole

Une des conditions citées (cf. question 1) pour l'augmentation de la production est le passage par la modernisation de l'agriculture et en particulier un meilleur accès aux intrants. Or Valda BRATKA, dans son interview, explique que « la modernisation des exploitations et l'augmentation de la productivité libèrent une partie de la main d'œuvre agricole » car elle en diminue les besoins.

La question se pose donc de l'avenir de la main d'œuvre libérée. L'idée générale est que la main d'œuvre excédentaire de l'agriculture trouvera un emploi dans les secteurs industriels ou des services généralement plus productifs, et donc servira à accélérer la croissance économique. En effet pour Valda BRATKA, « sans alternative en matière d'emploi, la main d'œuvre ci migre vers les villes ou vers d'autres pays où les opportunités de trouver un travail et/ou une rémunération plus élevée sont plus importantes. » Selon le même auteur, il faut également tenir compte du fait que la modernisation de l'agriculture, en augmentant la demande de produits du secteur industriel engendre un cercle vertueux et crée elle-même des emplois. C'est pourquoi selon Jean-Marc BOUSSARD de toute façon l'augmentation des besoins non agricoles « implique qu'une partie de la force de travail passe de l'agriculture à d'autres occupations (rurales ? urbaines ? c'est un détail !), et soit remplacée dans l'agriculture par du capital. » Valda BRATKA va plus loin « Affirmer que l'intensification et la modernisation de l'agriculture conduisent à la réduction du nombre d'actifs agricoles est faux. L'introduction de nouvelles technologies et la modernisation du processus de production nécessite entre autre l'achat de nouvelles technologies et des animaux domestiques plus productifs, ce qui accroît à travers les emplois générés dans le secteur para agricole, une augmentation des actifs agricoles. »

### 1.2. La main d'œuvre agricole doit-elle rester en milieu rural ?

Ce sujet a conduit à un vaste débat sur l'exode rural sur le forum. En effet, certains contributeurs cherchent à montrer comment un certain exode rural peut être nécessaire. François AFFHOLDER est d'avis que l'exode rural peut d'une part offrir des meilleures conditions de vie par des emplois urbains mieux rémunérés et moins pénibles, et d'autre part permettre aux agriculteurs restant d'augmenter leurs surfaces et en conséquence leur efficacité économique. Jacques DALLARD arrive également à cette conclusion en partant de l'étude de la structure des actifs agricoles (un tiers des agriculteurs du monde ne disposent que d'un outillage strictement manuel et, sans engrais ni produits de traitement, cultivent ou élèvent des variétés ou des races n'ayant fait l'objet d'aucune sélection et leur « modernisation passera par l'équipement). Ces considérations poussent Zvi GALOR à affirmer « Les gouvernements dans les différents pays en développement conseillent de retourner à la terre. Ce qui revient à dire de rester pauvres. »

Mais à l'inverse, dans les pays en développement ou l'exode rural a été prôné, le résultat est mitigé : « Dans les pays où il y a 60% et plus de paysans (c'est à dire grosso modo, en Afrique subsaharienne et en Asie), les hémorragies paysannes, que l'on identifie souvent comme des progrès de l'urbanisation, n'apportent souvent que des drames », expose Henri ROUILLE D'ORFEUIL. « Dans de nombreux contextes de sous-emploi et de chômage de masse, l'exclusion de travailleurs sont pour la collectivité des facteurs de déstabilisation. » Cela conduit certains contributeurs à se prononcer contre l'exode rural tel Mamadou BARRY pour qui l'exode rural est globalement négatif car il diminue la main d'œuvre disponible pour l'agriculture tout en augmentant la population urbaine pauvre, « Donc je pense mieux vaut décourager l'exode rural en favorisant les conditions de vie en milieu rural. » ou Laurent PACHETEAU qui questionne le modèle de développement occidental, présentant l'exode

rural comme condition nécessaire à la croissance économique et au développement et sa transposition aux pays du Sud.

Arlène ALPHA et Christian CASTELLANET dans une contribution, et Henri ROUILLE D'ORFEUIL dans son interview expliquent que l'exode rural est néfaste « dans des contextes où la population est encore en forte croissance et trouve peu à s'employer dans l'industrie ou les services [...] si dans le même temps les capacités d'insertion et les autres secteurs non agricoles de l'économie ne se développent pas suffisamment. »

### 1.3. La place centrale du modèle d'agriculture familiale

En lien avec les débats de la question 1 et 3, les contributeurs énoncent l'idée que les agricultures familiales présentent des caractéristiques qui les rendraient particulièrement adaptées pour répondre aux contraintes imposées au secteur. Selon Arlène ALPHA et Christian CASTELLANET « face au défi de la croissance démographique et parce qu'elles reposent par définition essentiellement sur la main d'œuvre, les agricultures familiales sont les seules en capacité d'absorber des flux massifs de population, de manière durable dans le temps! » De plus, René MOONENS rappelle que « les menaces que représentent le réchauffement planétaire, la pollution ou encore l'épuisement des ressources naturelles pourrait donner un nouvel essor à l'agriculture familiale sur tous les continents. » En tenant compte de tous ces facteurs, il affirme que l'avenir passera par une production locale et diversifiée et ainsi « l'augmentation de la productivité en agriculture n'est pas intrinsèquement incompatible avec le maintien, voire même, avec l'accroissement, de réseaux denses d'exploitations familiales qui contribueraient à stabiliser l'emploi des jeunes actifs en zone rurale ». Pourtant, Valda BRATKA prévient « L'expérience a montré que maintenir artificiellement des petites exploitations agricoles familiales peu productives n'est pas une bonne solution pour éviter les flux de migrants. La plupart des exploitations agricoles familiales seraient en effet beaucoup trop vulnérables pour faire face à un retour inévitable de la concurrence et seraient alors condamnées à la faillite. » La prudence est donc de mise et il faut trouver des solutions adaptées à chaque contexte.

## **2. Une activité agricole exigeante en main d'œuvre est compatible avec l'amélioration des conditions de vie et de revenus des jeunes actifs ruraux et de leur famille sous certaines conditions**

S'il paraît possible de maintenir un réseau dense de petites exploitations agricoles intensives en main d'œuvre, « il est irresponsable d'inciter des jeunes à s'installer si on ne peut pas leur donner une certaine garantie de réussite », prévient Jacques DALLARD. Ainsi, les contributeurs se sont prononcés sur les conditions nécessaires pour que les agricultures familiales puissent offrir un emploi aux jeunes actifs : les marchés rémunérateurs doivent être associés aux conditions d'augmentation de la production faisant l'objet des débats de la question 1. Parmi celles-ci, on peut citer l'accès aux moyens de production, la sécurisation du foncier, la recherche agronomique, l'accès aux marchés etc. Sans oublier des services publics et des infrastructures de qualité, ou un enseignement agricole adapté. A partir de ce cadre général, certains contributeurs analysent des situations particulières. Ainsi, Georges NINGO TOLEKA souligne l'importance d'un cadre législatif permettant la transmission héréditaire des exploitations agricoles ainsi que la propriété privée des terres, qui manquent en RD Congo, d'après lui. Un exemple de succès est présenté par Albert MAKOUTOU avec le maraîchage périurbain de la Ceinture Rive Droite du Djoué à Brazzaville qui offre des emplois aux jeunes ruraux et urbains.

C'est également l'activité agricole en elle-même qu'il faut rendre attractive pour les jeunes ruraux. Georges NINGO TOLEKA part de son expérience et de son histoire en République Démocratique du Congo pour faire remarquer que « le mépris de l'agriculture s'est généralisé dans [...] la jeunesse en milieu rural comme urbain ». L'agriculture est considérée comme une activité réservée aux personnes non instruites, et à l'opposé de la réussite sociale. Ali ZAHRI ajoute que l'on ne pourra pas préserver une agriculture familiale « sans un vrai investissement dans la jeunesse pour gagner sa confiance. » Cela passera par l'éducation : Bertrand DEGHILAGE pense que la formation doit montrer un équilibre entre les contraintes et potentialités de l'agriculture, et Georges NINGO TOLEKA propose la réhabilitation de la formation agricole pour professionnaliser les exploitations. Enfin, il faut apporter « aide et soutien aux jeunes désireux d'entreprendre une carrière dans l'agriculture paysanne durable ou dans l'agriculture biologique » plaide René MOONENS.

Au cours des débats, René MOONENS expose de manière très complète un projet de société basé sur le concept d'éco-région d'Emmanuel BAILLY pour évoquer le modèle de développement rural dans lequel l'agriculture familiale aurait toute sa place. Selon lui « des régions planétaires circonscrites s'appuieraient sur une agriculture paysanne durable ou biologique. Elles produiraient des aliments de qualité auxquels aspirent les consommateurs. [...] Le développement de ces micro-entreprises de conditionnement et/ou de transformation des denrées alimentaires produites localement et nécessitant une main d'œuvre plus importante que la monoculture intensive ou l'élevage intensif, peut donc être compatible avec l'amélioration des conditions de vie et de revenus des jeunes actifs ruraux et de leur famille. »

Comme dans la question 1, les contributeurs soulignent que « les Etats et la communauté des bailleurs de fonds doivent aider l'agriculture familiale » (Henri CLAVIER). Dans le cas des politiques publiques, Henri CLAVIER affirme que, sur le long terme, « il suffit de comparer le coût de revient de l'emploi créé ou préservé en milieu rural à celui créé ou préservé en milieu urbain pour se convaincre de la nécessité d'accorder une priorité à l'amélioration de la productivité de l'agriculture familiale dans les pays en développement ayant un bon potentiel agricole et une forte population rurale. » En ce qui concerne le financement des activités privées, un débat sur la microfinance est entamé. Olivier COURAU évoque le succès du microcrédit, selon lui, « un exemple de gestion professionnelle locale et mutualiste. » Mais de nombreux contributeurs dénoncent les taux pratiqués incompatibles avec le taux de rentabilité de l'agriculture familiale (Henri CLAVIER, Zvi GALOR) et incitent à considérer avec plus de précaution cet outil qui est également détourné par des institutions corrompues au sein de projets mal adaptés, comme le dénonce Abdoulaye ISSAKA SIDDO au Niger. « [La microfinance] est une manière astucieuse de dépouiller les pauvres paysans de leurs maigres ressources. » Enfin, une nouvelle culture de la consommation des citoyens basée sur des produits alimentaires locaux et saisonniers doit être encouragée (René MOONENS, Olivier COURAU).

### 3. La pluriactivité et des activités rurales non agricoles permettraient de maintenir un tissu rural dynamique et attractif

C'est surtout la proposition de Zvi GALOR d'assurer l'existence d'emplois non agricoles dans les zones rurales, pour absorber la main d'œuvre excédentaire et lutter contre l'exode rural, qui a retenu l'attention. Jacques DALLARD rejoint l'idée qu'il faut promouvoir des activités économiques rurales autres qu'agricoles « pour les biens et les services ne nécessitant pas trop de transports ». C'est pourquoi selon Zvi GALOR, une politique de développement rural doit reposer non seulement sur l'agriculture, mais aussi sur l'emploi non-agricole dans les zones rurales. Il souligne par ailleurs deux erreurs dans ces politiques: d'une part, les politiques d'amélioration de la productivité ne s'adressent qu'à un très petit nombre de paysans, les autres n'ayant pas suivi la même dynamique. D'autre part, trop peu d'efforts sont faits pour dynamiser les zones rurales, et au contraire, l'attention est portée sur les zones urbaines, encourageant l'exode rural. Il ajoute que développer les emplois non-agricoles est possible et indispensable pour la réussite de zones rurales traditionnelles en PVD, en prenant l'exemple de la Corée du Sud et Taiwan. Pour Olivier BARRAS, le maintien d'une population agricole importante est une source de dynamisme pour le milieu rural : « N'oublions pas aussi que des agriculteurs c'est aussi des emplois dans le milieu rural (forgeron, mécano, transformateur, transporteur, et pourquoi pas bistro !). »

De plus, la pluriactivité est évoquée comme une manière de diversifier les revenus des exploitations familiales possédant suffisamment de main d'œuvre. Quelques contributeurs font le constat que dans les pays du Nord l'agriculture familiale « est le plus souvent pluriactive car le revenu tiré de l'activité agricole ne permet pas le plus souvent de satisfaire les besoins de la famille. » Ainsi, Nelly JAZRA – BANDARRA prédit que « les emplois s'ils sont créés en milieu rural ne le seront pas dans l'activité agricole elle-même, mais dans des activités connexes à l'agriculture (commercialisation, transformation des produits) ou dans d'autres activités telles que le tourisme rural, les services... ». Le succès de la combinaison de l'agriculture avec d'autres activités rurales non agricoles telles que la distribution des produits agricoles ou le tourisme pour assurer un emploi aux jeunes ruraux est illustré par Ali ZAHRI à travers le cas des oasis du sud marocain. Mais des activités assurant une bonne gestion de l'environnement, et notamment l'entretien durable d'une petite hydraulique peuvent également représenter des sources d'emplois pour les actifs ruraux soutient Olivier COURAU.



**Les contributeurs :**

- François AFFHOLDER, agronome, CIRAD, France
- Arlène ALPHA, responsable du pôle Politiques publiques et relations internationales au GRET, France
- Christian CASTELLANET, responsable du pôle Alimentation et agricultures durables au GRET, France
- Olivier COURAU, agro-économiste, France
- Bertrand DEGILAGE, conseiller d'entreprises agricoles, France
- Olivier BARRAS, agriculteur, France
- Mamadou BARRY, coordonnateur Réseau Action Solidaire pour une Afrique Nourricière, Sénégal
- Jean-Marc BOUSSARD, ancien chercheur INRA, France
- Abdoulaye ISSAKA SIDDO, chargé de Programme à la Plate Forme Paysanne du Niger, Niger
- Jacques DALLARD, agronome, ancien chercheur INRA et ADRAO 5Centre du riz pour l'Afrique), France
- Zvi GALOR, consultant coopératives et développement rural, Israël
- Ernest GOTHARD-BASSEBE
- Nelly JAZRA –BANDARRA, économiste, consultante indépendante, Belgique
- Nathalie KOUAKAM MELELE, chercheuse, Institut de recherche agricole pour le développement, Cameroun
- Albert MAKOUTOU, agronome, service de la Vulgarisation agricole, Congo Brazzaville
- Christophe M NYAKU, Mali
- René MOONENS, administrateur de l'ASBL « CRDD – Centre Régional du développement Durable. », Belgique
- Gustave NICISHATSE, ingénieur industriel, Burundi
- Georges NINGO TOLEKA
- Laurent PACHETEAU, agriculteur, France
- Suzanne SANZI MBULUYO, députée provinciale élue de la circonscription de Kimbanseke de la ville de Kinshasa, République Démocratique du Congo
- Ali ZAHRI, agro-économiste, bureau d'étude, Maroc

**Les interviewés :**

- Valda BRATKA
- Henri ROUILLE D'ORFEUIL